

NOTE D'INTERPRÉTATION – 29/04/2025

Le financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, qui relèvent des aides d'État

La note met à jour et complète la note méthodologique du 19 juillet 2016 relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, qui a fait l'objet d'une lettre de confort de la part de la Commission.

La présente note d'interprétation a été présentée lors d'un groupe de travail réunissant l'État et les collectivités territoriales et a également fait l'objet d'une consultation interministérielle. Cette note, qui n'a pas de valeur juridique contraignante, vise ainsi à apporter des clarifications quant aux règles applicables au financement public des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur des « entreprises » au sens du droit européen¹. Son utilisation est laissée à la libre appréciation des autorités d'octroi françaises.

Ces actions sont le plus souvent mises en œuvre, en France, par les pôles de compétitivité, mais peuvent également être exercées par toute entité de droit privé ou de droit public répondant à la définition européenne de « pôle d'innovation » au sens du Règlement n° 651/2014 modifié déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (ci-après le « RGEC »). Cette note peut donc également s'appliquer au financement des organismes consulaires, de diverses associations ou agences en charge de promouvoir les intérêts d'une filière, ou encore de toute entité répondant à cette définition.

Ces structures exercent en général plusieurs catégories d'activités :

1/ les activités de nature non économiques, qu'il s'agisse notamment de la participation de ces entités au processus décisionnel des autorités publiques (par exemple, participation à des réunions de travail avec l'État et/ou les collectivités en vue de l'élaboration d'une politique publique) ou qu'il s'agisse d'actions de nature collective d'information ou de sensibilisation du grand public, sur une base gratuite et non discriminatoire, ne font pas l'objet de la présente note et ne sont pas concernées par la réglementation relative aux aides d'État.

2/ les actions collectives qui sont des activités liées à l'animation d'un pôle d'innovation (communication, marketing pour accroître la visibilité du pôle, gestion des équipements du pôle, organisation de formation d'ateliers et de conférences n'ayant pas le caractère d'action de sensibilisation générale, etc.);

3/ les actions individualisées offertes à certaines entreprises (ciblées par des politiques publiques) à des prix remisés par rapport au prix de la prestation sur le marché ou par rapport au prix de revient.

¹ Toute entité qui offre des biens et des services sur un marché, quel que soit son statut ou son mode de financement.

Il est à noter que des schémas peuvent combiner soit une mission, soit plusieurs. Dans ce cas, le financement public octroyé à ces activités peut relever de régimes juridiques différents. En règle générale, les fonds sont directement versés à la structure porteuse de l'action collective et/ou individualisée. Cette dernière peut être ou ne pas être le bénéficiaire au sens du droit des aides d'Etat.

I. Conditions liminaires

Les acteurs qui portent ce type d'action :

- Doivent être des personnes morales de droit public ou de droit privé quels qu'en soient le statut, le mode de gouvernance ou la forme juridique ;
- Ne doivent pas être contrôlés en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres ;
- Ne doivent pas réserver l'exclusivité de leurs résultats à leurs membres ;
- Doivent disposer d'une comptabilité analytique ou séparée permettant d'identifier les flux par type de missions et au sein de chaque type de mission par nature de coûts et par projet. Cette disposition permet de s'assurer du respect des conditions de l'acte de financement et notamment du respect de l'utilisation des flux financiers par action.

Ces conditions sont strictes et cumulatives, et permettent de garantir :

- La délimitation des actions collectives et des actions individualisées regroupées,
- L'identification du ou des bénéficiaires de l'aide et, en conséquence,
- L'absence d'aide indirecte non maîtrisée vers les membres, les partenaires ou les usagers ou clients du pôle ;
- L'absence de subvention croisée, c'est à dire des surcompensations qui pourraient bénéficier à des activités qui n'ont pas vocation à être aidées (comme les prestations offertes à des prix de marché).

II. Conditions de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat

A. Le soutien des structures porteuses

Dans le cadre d'une aide d'État uniquement au niveau de la structure porteuse (1^{er} niveau)

a. Le soutien des structures porteuses d'actions collectives au travers du dispositif « Aides en faveur des pôles d'innovation » en application de l'article 5.2.4 du régime cadre exempté n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI)

i. Objet de l'action

Les actions collectives peuvent comprendre des programmes thématiques d'information, de formation, de sensibilisation et de mise en réseaux, porté par une structure ad hoc² ou déjà constituée (appelée structure porteuse) dont l'objet est de constituer, d'animer, de coordonner et de fédérer les filières et les écosystèmes.

Les actions collectives consistent en des prestations de communication, d'information, d'animation et de sensibilisation à destination d'entreprises.

Dès lors, le financement d'actions au bénéfice d'un écosystème d'entreprises est susceptible de remplir les critères énoncés à l'article 107 §1 TFUE, et de constituer une aide d'État.

Pour financer les structures porteuses d'actions collectives, proposant celles-ci à des prix de marché ou à un prix reflétant les coûts de ces activités à toutes les entreprises intéressées de manière ouverte, transparente et non discriminatoire, il convient d'appliquer le point 5.2.4 du régime exempté RDI relatif aux aides en faveur des pôles d'innovation.

Le « pôle d'innovation » est défini dans le régime cadre exempté d'aide RDI et cette définition est reprise en annexe à la présente note. Le pôle d'innovation doit ainsi contribuer à l'un des objectifs suivants :

- Stimuler l'activité d'innovation ;
- Transférer les connaissances ;
- Mettre en réseau ;
- Encourager la diffusion de l'information ; et/ou
- Encourager la collaboration entre membres du pôle.

La notion d'innovation n'est pas définie dans le régime d'aide, elle comporte par exemple : l'innovation de produit, de service ou d'usage (amélioration des produits/services/usages existants ou introduction de nouveaux), l'innovation de procédé ou d'organisation (changement dans l'organisation du travail et de la chaîne logistique), l'innovation marketing et commerciale (changement de la présentation, la distribution, la tarification, la promotion de l'offre, etc.), l'innovation de « modèle d'affaires »

² Par structure ad hoc, s'entend tout porteur occasionnel d'action collective qui ne serait pas constitué de façon permanente pour une action collective ponctuelle.

(réorganisation de la structure des revenus et des coûts), l'innovation technologique (création ou intégration d'une ou plusieurs nouvelle(s) technologie(s)) et l'innovation sociale³.

Par exemple, peuvent être couverts à hauteur de 50% par une aide en faveur des pôles d'innovation :

- Les coûts de fonctionnement des pépinières d'entreprises qui favorisent la mise en réseau et le transfert de connaissances, ou ;
- Les coûts d'organisation d'une journée de rencontre entre les acteurs de la filière qui présente des usages innovants du bois et favorise la communication entre les acteurs de la filière.

A l'issue de l'action collective, réalisée pour un écosystème d'entreprises, des actions individualisées peuvent être menées en faveur de certaines entreprises. Elles sont encadrées par d'autres régimes d'aides ou règlements européens (cf partie 2.B ci-dessous).

ii. Schéma contractuel

L'acte attributif de l'aide des actions collectives devra respecter les conditions applicables aux aides en faveur des pôles d'innovation (article 5.2.4 du régime RDI) ainsi que toutes les conditions générales applicables au titre du régime.

iii. Conditions d'application du point 5.2.4 du régime RDI (pôle d'innovation)

Il convient de se référer au régime d'aides accessible sur le site Europe en France⁴.

Ce régime permet d'octroyer 50% d'aides publiques aux structures porteuses des actions collectives. La part privée doit, par conséquent, atteindre au minimum 50%, elle comprend les cotisations, participations financières, apports valorisés (aux conditions du marché) des entreprises, etc.

A retenir :

Les bénéficiaires de l'aide peuvent être soit les porteurs de l'immobilier utilisé par le pôle pour les aides à l'investissement, soit l'exploitant du pôle d'innovation pour les aides au fonctionnement. Les entreprises participant aux activités du pôle ne perçoivent pas d'aide publique dans la mesure où le pôle est ouvert à tous de manière transparente et non discriminatoire (même si le pôle est thématique), à des prix de marché ou en rapport avec le coût de participation aux actions.

Si les entreprises ne paient pas le prix du marché ou un prix reflétant le coût de l'action, elles reçoivent une aide d'État et il faudra que l'aide soit encadrée par un régime d'aide.

³ Le manuel d'OSLO peut servir de référence pour identifier les innovations : [Manuel d'Oslo 2018 | OCDE](#) - de même avec le [manuel de Frascati 2015: Lignes directrices pour le recueil et la communication des données sur la recherche et le développement expérimental | fr | OCDE \(oecd.org\)](#)

⁴ <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/aides-d-etat/regimes-d-aide>

b. Le soutien des structures porteuses au travers du régime cadre exempté N° SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME

i. Objet de l'action

Lorsque la structure porteuse est une PME, telle que définie en annexe I du régime d'aide PME et si elle est bénéficiaire des aides pour participer à une foire ou un salon (par exemple), l'autorité d'octroi peut lui accorder une aide conformément au régime PME. Dans ce cadre, elle porte le projet et supporte intégralement la dépense, elle ne fait pas bénéficier de l'aide aux entreprises, à la différence de la situation décrite au point B ci-dessous.

Par exemple, une aide à la participation aux foires pourrait être accordée à une fédération (qualifiée de PME) qui souhaiterait louer un stand afin de promouvoir ses activités.

ii. Schéma contractuel

La convention de financement respectera les conditions du régime cadre exempté N° SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME.

iii. Conditions d'application du régime PME

Il convient de se référer au régime d'aides accessible sur le site Europe en France⁵.

Le financement de l'action vise à remédier aux risques portés par la structure porteuse, conformément aux possibilités d'aides offertes par le régime PME.

B. Le soutien des structures au travers du raisonnement de l'intermédiaire transparent

Dans le cas d'une aide d'État au niveau de l'entreprise bénéficiaire (2^{ème} niveau), la structure porteuse est un intermédiaire transparent. Elle ne bénéficie pas d'aide d'État. En revanche, elle va octroyer des aides d'État (qui doivent être compatibles) aux entreprises participant aux actions d'accompagnement individualisées.

Cette méthode est reconnue par la Commission européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, 1, TFUE ⁶ (point 115 et note de bas de page 179) et est reprise dans certaines décisions (ex : State Aid SA.41540 (2015/N) – Republic of Lithuania Aid to public legal persons - Science and Technology Parks (STPs) dit « Kaunas »)⁷ :

⁵ <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/aides-d-etat/regimes-d-aide>

⁶ [Communication de la Commission relative à la notion d'«aide d'État»](#) visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2016/C 262/01)

⁷ https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/258080/258080_1850847_195_2.pdf

« 115. Un avantage peut être procuré à d'autres entreprises que celles auxquelles des ressources d'État sont directement transférées (avantage indirect). Une mesure peut également constituer à la fois un avantage direct en faveur de l'entreprise bénéficiaire et un avantage indirect en faveur d'autres entreprises, par exemple des entreprises opérant à des niveaux d'activité ultérieurs. Le bénéficiaire direct de l'avantage peut être soit une entreprise, soit une entité (personne physique ou morale) n'exerçant aucune activité économique. »

Nbp. 179. « Dans le cas où une entreprise intermédiaire est un simple instrument chargé de transférer l'avantage au bénéficiaire et qu'elle ne conserve aucun avantage, elle ne doit normalement pas être considérée comme la bénéficiaire d'une aide d'État »

Cette condition est respectée :

- Lorsque le financement public et tout avantage qui en résulte sont quantifiables et démontrables et qu'un mécanisme approprié garantit qu'ils seront intégralement répercutés sur le bénéficiaire, par exemple sous la forme de réduction de prix ou de voucher ; et
- Lorsqu'aucun avantage n'est accordé à la structure porteuse assurant l'intermédiaire parce qu'elle est sélectionnée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, ou parce que le financement public est accessible à tous les intermédiaires satisfaisant aux conditions objectives requises pour assurer le portage de l'action, de sorte que les entreprises participantes, en tant que bénéficiaires des aides, ont le droit d'acquérir des services équivalents auprès de toute structure porteuse concernée (exemple : règlement d'intervention, programme régional, ...).

Par mise en concurrence, on entend toute procédure de sélection ouverte, transparente et non discriminatoire (telle que l'appel à projets (AAP), ou l'appel à manifestation d'intérêts (AMI), etc.), reposant sur des critères de sélection et d'attribution objectifs définis *ex ante*.

A défaut du respect de cette condition, la structure porteuse sera bénéficiaire d'une aide d'État qui devra être compatible avec un régime exempté (notamment si l'aide peut être qualifiée d'aide à un pôle d'innovation) ou notifié en cours de validité. »

a. Objet de l'action

L'aide bénéficie ainsi aux entreprises participantes qui sont les cibles des actions individualisées sous la forme de réduction de prix par rapport au prix du marché ou par rapport au prix de revient.

Ces aides respecteront les conditions soit :

- D'un régime exempté ou notifié en vigueur ; ou
- D'un règlement *de minimis*⁸.

⁸ Règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 (dit règlement *de minimis* « général ») ; Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 modifié (dit règlement *de minimis* agricole) ; Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 (dit règlement *de minimis* pêche) ; Règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023 (règlement *de minimis* SIEG).

Cependant, afin d'assurer le suivi la mise en œuvre régulière des actions individualisées, l'acte d'octroi (par exemple la convention) entre le financeur public et la structure porteuse prévoira des obligations liées à la mise en œuvre des régimes d'aide par l'intermédiaire transparent⁹.

b. Schéma contractuel

La structure porteuse doit être sélectionnée via une procédure de mise en concurrence. Si une telle procédure n'est pas mise en place, le financement public doit être accessible à tous sur la base de conditions objectives et connues (une publication sur un site peut par exemple convenir).

L'acte attributif de l'aide (par exemple, la convention de financement) doit prévoir :

- Un mécanisme approprié garantissant que le financement public sera intégralement répercuté sur le bénéficiaire, par exemple sous la forme de réduction de prix ou de voucher. Un système de traçabilité de l'aide publique ou le cas échéant un calcul de la remise de prix par rapport au prix de marché sont des mécanismes appropriés ; et
- Un système de récupération ou de correction/d'ajustement, en cours de convention afin de s'assurer que le porteur ne conserve pas une partie des fonds publics à son profit ; et
- L'obligation pour le porteur d'appliquer la réglementation des aides d'État aux remises de prix accordées aux participants, bénéficiaires de l'aide publique, et ainsi de se référer au régime d'aide/règlement applicable à l'opération.

c. Modalités de sélection de la structure porteuse et des bénéficiaires ciblés

Aucun bénéfice ou avantage au profit de la structure porteuse ne doit être prévu par l'acte attributif afin de garantir la transparence du porteur .

Les porteurs doivent faire l'objet d'une sélection sur la base de critères définis *ex ante* de manière objective et accessible de manière transparente (une publication sur un site peut par exemple convenir). Cela n'exonère pas les autorités d'octroi du respect des règles de la commande publique lorsque celles-ci sont applicables.

d. Conditions d'application de la réglementation des aides d'Etat

La structure porteuse octroie des aides d'Etat aux entreprises bénéficiaires (les entreprises participant à la démarche d'accompagnement individualisé) sur la base d'un régime d'aides ou d'un règlement. La structure porteuse est libre de choisir la base juridique adaptée dès lors qu'elle en respecte toutes les conditions

⁹ L'acte attributif de l'aide peut définir les règlements et régimes d'aides que l'intermédiaire devra utiliser, ou peut laisser ce choix à la discrétion de l'intermédiaire. Le règlement *de minimis* est en général utilisé. Les autorités d'octroi pourront également choisir de privilégier le recours à des régimes d'aides exemptés ou notifiés afin de ne pas saturer le plafond d'aide *de minimis*. L'objectif principal étant que l'intermédiaire assure la compatibilité des aides qu'il répercute aux entreprises bénéficiaires avec la réglementation des aides d'Etat et, lorsque cela est prévu dans l'acte attributif, qu'il remonte les données nécessaires tant pour le rapport annuel que pour le TAM.

d'application. Dans certains cas, les autorités d'octroi peuvent également imposer les bases juridiques que la structure porteuse devra appliquer.

La structure porteuse doit informer le bénéficiaire qu'il s'agit d'une aide d'État, son montant et le fondement juridique de cette aide.

1. La structure porteuse vérifie que l'ensemble des conditions des régimes d'aide / règlements mobilisés pour financer les entreprises est bien respecté. La structure porteuse vérifie notamment :

- L'incitativité des aides lorsque la réglementation l'exige. Principalement, une aide est réputée avoir un effet incitatif lorsque les projets d'actions individuelles des entreprises cibles n'ont pas démarré avant le dépôt de la demande d'aide¹⁰ (demande de prestation par les entreprises individuelles à la structure porteuse) ;
- L'éligibilité des coûts au regard du régime d'aide mobilisé ;
- Les taux d'intensité et/ou montants d'aides maximaux, compte tenu des règles de cumul : l'aide publique (constituée des fonds nationaux, des fonds européens et des apports valorisés des acteurs publics) ne peut en effet excéder les taux d'intensité/montants maximaux indiqués dans le régime d'aide applicable. En outre, la valorisation des apports en nature et en industrie publics ou privés (brevets et savoir-faire ; personnel) est effectuée selon les règles comptables en vigueur. En cas de dépassement des seuils ou des taux d'intensité autorisés par un ou plusieurs bénéficiaires, le porteur notifie le dépassement au financeur public afin qu'il soit récupéré auprès des bénéficiaires ;
- Les obligations éventuelles en matière de transparence (notamment la nécessité pour le financeur de saisir ou pas l'aide dans le TAM) et de rapport annuel : dans ce cas, le porteur transmet à échéance régulière au financeur public la liste des bénéficiaires d'aides pour les actions individualisées qu'il a menées et le montant attribué à chaque entreprise afin de respecter l'obligation en matière de TAM et de rapport annuel des aides d'Etat.;
- Et toute autre condition spécifique prévue dans le régime d'aide ou le règlement applicable ;

2. Le montant de l'aide correspond à la différence entre le prix de marché ou le prix de revient et le prix remisé ;

3. La structure porteuse rapportera à échéance régulière au financeur public que la totalité des financements a été reversée aux entreprises bénéficiaires, elle reversera sans délai tout financement qui n'aurait pas été consommé. En cas d'aide non répercutée vers les bénéficiaires, les financeurs publics doivent récupérer les aides indument versées au porteur d'actions individualisées concerné.

En outre, la structure porteuse réceptionne tous les justificatifs permettant de s'assurer de la compatibilité des aides d'Etat attribuées aux bénéficiaires, tels que les déclarations du bénéficiaire si l'aide est soumise à un seuil (*de minimis*, jeunes pousses) ou à une intensité (ex: régime PME).

¹⁰ La demande d'aide contient au moins les informations suivantes : le nom et la taille de l'entreprise ; une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ; la localisation du projet ; une liste des coûts du projet ; le type d'aide (subvention, prêt, garantie, avance récupérable, apport de fonds propres ou autre) et le montant du financement public nécessaire pour le projet.

A retenir : Les bénéficiaires de l'aide publique sont les entreprises participant aux actions individualisées proposées par la structure porteuse. Dès lors que les prestations se traduisent par un accompagnement individualisé, elles n'entrent plus dans le champ des actions collectives ouvertes à tous sur une base transparente et non discriminatoire. Il convient alors d'effectuer l'analyse de la compatibilité des aides publiques accordées au niveau de chaque bénéficiaire.

Exemple :

Une structure organise une journée de conseil ouverte à tous sur la prise en compte des enjeux environnementaux dans les entreprises (action collective). Elle reçoit pour cela des financements publics.

La structure porteuse peut être considérée pour cette action comme un pôle d'innovation si sa prestation est réalisée auprès des bénéficiaires au prix du marché ou reflétant les coûts du conseil. Les financements publics qu'elle reçoit peuvent dans ce cas être octroyés sur la base de la section relative aux aides en faveur des pôles d'innovation du régime RDI.

Elle peut également être considérée comme opérateur transparent (si la formation est dispensée gratuitement aux bénéficiaires ou si le prix ne reflète pas les coûts de l'action) qui ne retient rien de l'aide. Dans ce cas, il faudra répercuter l'ensemble de l'aide sur les bénéficiaires de l'action sur la base d'un régime d'aide / règlement, tels que :

- Soit le régime relatif aux aides en faveur des PME (par exemple, la section 6.2. relative aux aides au conseil en faveur des PME, pour autant que les entreprises répondent à la définition de PME et qu'elles (ou qu'un financement privé tiers) supportent 50% du coût, ou la section 6.5 relative aux aides en faveur des jeunes pousses, si la prestation est fournie à titre gratuit (ou supportée à moins de 50 % par des fonds privés) sous réserve que les entreprises bénéficiaires rentrent dans la définition d'une jeune pousse¹¹);
- Soit le régime RDI (par exemple, la section 5.2.5 relative aux aides à l'innovation en faveur des PME, pour autant que les entreprises répondent à la définition de PME et, soit qu'elles (ou qu'un financement privé tiers) supportent 50% du coût, soit que le montant total de l'aide octroyée pour ces services de conseil et d'appui en matière d'innovation n'excède pas 220 000 € par entreprise conseillée sur une période de 3 ans (auquel cas un taux de 100% d'aide publique est permis) ;
- Soit un règlement *de minimis*.

Suite à ce séminaire de conseils, la structure offre à titre gratuit des diagnostics individuels aux entreprises intéressées (actions individualisées), elle reçoit à nouveau des financements publics qu'elle s'engage à redistribuer sous forme d'aides compatibles avec la réglementation des aides d'État. La structure porteuse se comporte en intermédiaire transparent.

La structure mène une action collective suivie d'actions individualisées au profit de plusieurs entreprises. Elle reçoit des aides publiques pour ces deux types d'actions. L'acte attributif de financement entre la structure porteuse et l'autorité d'octroi doit imposer la mise en place par la structure porteuse d'une comptabilité séparée (ou analytique) afin de pouvoir suivre les financements accordés par type de mission :

¹¹ voir définition en annexe

- Le financement public accordé pour l'organisation de la journée de conseil (action collective) doit être limité aux taux prévus par les régimes d'aides d'Etat,
- Le financement public accordé pour mettre en place des diagnostics individuels (actions individualisées) doit être répercuté intégralement par la structure intermédiaire transparent aux entreprises participant aux actions, sous forme de rabais de prix (par rapport à un prix de marché ou à un prix de revient), les aides ainsi répercutées devant être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat.

Pour rappel, dès lors que la structure sera considérée comme un intermédiaire transparent, soit elle sera sélectionnée par mise en concurrence, soit le dispositif d'aide sera ouvert à toute structure du territoire réalisant des actions similaires.

Cette modalité d'octroi d'aides n'est pas exclusive de tout autre système qui pourrait être mis en place dans le respect d'un régime exempté de notification ou notifié.

En bref :

Le porteur d'actions individualisées ne sera pas considéré comme bénéficiaire d'une aide d'Etat s'il agit uniquement comme intermédiaire pour répercuter sur les PME (bénéficiaires des aides d'Etat) l'intégralité du financement public et tout avantage acquis à l'aide de ce financement.

Cette condition est respectée :

- Lorsque le financement public et tout avantage qui en résulte sont quantifiables et démontrables et qu'un mécanisme approprié garantit qu'ils seront intégralement répercutés sur le bénéficiaire, par exemple sous la forme de réduction de prix ou de voucher ; et
- Lorsqu'aucun avantage n'est accordé à la structure porteuse assurant l'intermédiaire parce qu'il est sélectionné à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, ou parce que le financement public est accessible à tous les intermédiaires satisfaisant aux conditions objectives requises pour assurer le portage de l'action, de sorte que les PME participantes, en tant que bénéficiaires des aides, ont le droit d'acquérir des services équivalents auprès de toute structure porteuse concernée.

L'intermédiaire transparent doit présenter une compatibilité analytique ou séparée lui permettant de justifier que l'intégralité de l'aide a été répercutée sur les PME bénéficiaires.

Il a également la charge d'informer chaque entreprise bénéficiaire du montant de l'aide qui lui a été attribué au titre d'une action en visant le régime d'aide utilisé (ex : régime PME, règlement de minimis 2023/2831). Il reçoit les déclarations des entreprises afin de contrôler que le taux d'intensité et le seuil de notification ne sont pas dépassés. Le porteur d'actions individualisées doit également s'assurer que chacune des entreprises bénéficiaires d'une aide remplit les conditions d'éligibilité prévues par la base juridique autorisant l'aide (ex : incitativité si régime PME, sauf pour la section jeunes pousses).

Le porteur transmet à échéance régulière au financeur public la liste des bénéficiaires d'aides pour les actions individualisées qu'il a menées et le montant attribué à chaque entreprise afin de respecter l'obligation en matière de TAM et de rapport annuel des aides d'Etat. En cas de dépassement des seuils ou des taux d'intensité autorisés par un ou plusieurs bénéficiaires, le porteur notifie le dépassement au financeur public afin qu'il soit récupéré auprès du bénéficiaire. En cas d'aide non répercutée vers les bénéficiaires, les financeurs publics doivent récupérer les aides indument versées au porteur d'actions individualisées concerné.

ANNEXE – DÉFINITIONS

Innovation d'organisation : la mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle au niveau de l'entreprise (au niveau du groupe dans le secteur industriel donné dans l'EEE), l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise, par exemple en utilisant des technologies numériques nouvelles ou innovantes. Sont exclus de la présente définition les changements s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà utilisées dans l'entreprise, les changements dans les pratiques commerciales, les fusions et les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques et le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

Innovation de procédé : la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée (cette notion impliquant des changements significatifs d'ordre technique, matériel ou logiciel) au niveau de l'entreprise (au niveau du groupe dans le secteur industriel donné dans l'EEE), par exemple en utilisant des technologies ou solutions numériques nouvelles ou innovantes. Sont exclus de la présente définition les changements ou les améliorations mineurs, des accroissements des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques et le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

Pôle d'innovation : une structure ou un groupe organisé de parties indépendantes (jeunes pousses innovantes, petites, moyennes ou grandes entreprises, organismes de recherche et de diffusion des connaissances, infrastructures de recherche, infrastructures d'essai et d'expérimentation, pôles d'innovation numérique, organismes sans but lucratif et autres acteurs économiques apparentés) destinés à stimuler l'activité d'innovation et de nouvelles voies de collaboration, comme des moyens numériques, en partageant des équipements ou des connaissances et du savoir-faire et/ou en promouvant un tel partage, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information et à la collaboration entre les entreprises et les organismes qui constituent le pôle.

Les *pôles d'innovation numérique* [y compris les pôles européens d'innovation numérique financés au titre du programme pour une Europe numérique géré au niveau central et institué par le règlement (UE) 2021/694 du Parlement européen et du Conseil] sont des entités dont l'objectif est de stimuler l'adoption à grande échelle des technologies numériques telles que l'intelligence artificielle, le cloud, le traitement des données à la périphérie et le calcul à haute performance et la cybersécurité par l'industrie (en particulier les PME) et les organisations du secteur public. Les pôles d'innovation numérique peuvent être considérés en tant que tels comme des pôles d'innovation.

Jeune pousse : toute petite entreprise non cotée, enregistrée depuis un maximum de 5 ans, qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

- a) elle n'a pas repris l'activité d'une autre entreprise, sauf si le chiffre d'affaires de l'activité reprise représente moins de 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise admissible au cours de l'exercice précédant la reprise ;

b) elle n'a pas encore distribué de bénéfices ;

c) elle n'a pas acquis une autre entreprise ou n'a pas été constituée au moyen d'une concentration, sauf si le chiffre d'affaires de l'activité reprise représente moins de 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise admissible au cours de l'exercice précédant l'acquisition ou si le chiffre d'affaires de l'entreprise constituée au moyen d'une concentration est moins de 10 % plus élevé que le chiffre d'affaires combiné des entreprises parties à la concentration au cours de l'exercice précédant l'opération.

Pour les entreprises admissibles dont l'enregistrement n'est pas obligatoire, la période d'admissibilité de 5 ans débute soit au moment où l'entreprise démarre son activité économique, soit au moment où elle devient assujettie à l'impôt pour l'activité économique qu'elle exerce, la date la plus proche étant retenue.

Par dérogation au point c) précédent, les entreprises issues d'une concentration entre des entreprises admissibles au bénéfice d'une aide aux jeunes pousses sont également considérées comme des entreprises admissibles pendant une période maximale de 5 ans à compter de la date d'enregistrement de la plus ancienne des entreprises liées à la concentration.

Service de conseil en matière d'innovation : le conseil, l'assistance ou la formation dans les domaines du transfert de connaissances, de l'acquisition, de la protection ou de l'exploitation d'actifs incorporels et de l'utilisation des normes et des réglementations qui les intègrent, ainsi que le conseil, l'assistance ou la formation sur l'introduction ou l'utilisation de technologies et de solutions innovantes (y compris des technologies et des solutions numériques).

Service d'appui à l'innovation : les bureaux, les banques de données, les services de nuages et de stockage de données, les bibliothèques, les études de marché, les laboratoires, l'étiquetage de la qualité, les essais, l'expérimentation et la certification ou d'autres services connexes, y compris les services fournis par des organismes de recherche et de diffusion des connaissances, des infrastructures de recherche, des infrastructures d'essai et d'expérimentation ou des pôles d'innovation, en vue de développer des produits, des procédés ou des services plus efficaces ou avancés sur le plan technologique, notamment la mise en œuvre de technologies et de solutions innovantes (y compris des technologies et solutions numériques).